

REPUBLIQUE FRANCAISE

Création de poste

SERVICES DU PREMIER MINISTRE

Remplacement de poste

Le 14 décembre 2020

Autre à préciser (justificatif)

A pourvoir au 04/01/2021**FICHE DE POSTE VACANT**

Auprès	Secrétariat général pour l'investissement (SGPI)	
Lieu de travail :	32 rue de Babylone, 75007 Paris	
Catégorie :	A+	Classement RIFSEEP : Groupe 1 Code poste RENOIRH : En création
Corps/grade : <input checked="" type="checkbox"/> ouvert aux contractuels	<i>Administrateur civil ou équivalent</i>	
Intitulé du poste :	Coordinateur(trice) national(e) de la stratégie « Enseignement et numérique »	
Position du poste dans l'organisation :	N+1 : Secrétaire général pour l'investissement	
Présentation du service :	<p>Le Secrétaire général pour l'investissement (SGPI) a pour mission de veiller à la cohérence de la politique d'investissement de l'Etat. A ce titre, il est notamment chargé de coordonner de piloter et mettre en œuvre le programme d'investissements d'avenir (PIA), d'assurer son suivi, d'en mesurer les retombées, et de coordonner l'évaluation de l'ensemble des investissements publics de l'Etat. Il est placé sous l'autorité du Premier ministre et dispose d'une équipe d'une trentaine de personnes pour réaliser sa mission.</p> <p>Engagé depuis 10 ans, le programme d'investissements d'avenir (PIA) finance des projets innovants, contribuant à la transformation du pays, à une croissance durable et à la création des emplois de demain. De l'émergence d'une idée jusqu'à la diffusion d'un produit ou service nouveau, le PIA soutient tout le cycle de vie de l'innovation, entre secteurs publics et privés, aux côtés de partenaires économiques, académiques, territoriaux et européens. Ces investissements reposent sur une doctrine exigeante, sur des procédures sélectives ouvertes, et sur des principes de cofinancement ou de retours sur investissement pour l'Etat. Le quatrième PIA, dit PIA4, doté de 20 Md€ d'engagements sur la période 2021-2025, soutiendra dans la durée l'innovation sous toutes ses formes, pour que notre pays renforce ses positions dans des secteurs d'avenir, au service de la compétitivité, de la transition écologique, et de l'indépendance de notre économie et de nos organisations.</p>	
Missions et activités du titulaire du poste :	<p>Le (la) coordinateur(trice) national(e) de la stratégie nationale pour l'enseignement et le numérique supervise l'ensemble des actions, outils et instruments financiers constituant la stratégie d'accélération, notamment à travers des programmes de recherche, des programmes transversaux de soutien à l'innovation, d'aides individuelles et collaboratives à la R&D ou de démonstrateurs mais aussi de mécanismes de déploiement et de massification. Le coordinateur veille à la mise en œuvre de la stratégie par l'ensemble des ministères concernés et exerce un suivi de l'ensemble des actions.</p> <p>Rattaché(e) au secrétariat général pour l'investissement, service du Premier ministre, il ou elle reporte au ComEx du Conseil de l'innovation, constitué des directeurs généraux d'administration concernés et présidé par le Secrétaire général pour l'investissement. Il ou elle supervise la stratégie en lien étroit avec les ministères compétents, réunis en un groupe de <i>coordination nationale</i>, qui l'accompagne dans sa tâche.</p> <p>Les missions qu'exerce le (la) coordinateur (trice) comprennent:</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ assurer et étayer une vision interministérielle de la stratégie d'accélération, intégrant les différentes sensibilités et attentes de l'Etat vis-à-vis de cette stratégie ; ➤ élaborer et soumettre à la validation du ComEx les modalités de mise en œuvre opérationnelle de la stratégie d'accélération incluant notamment la composition des comités de gouvernance, la liste et la description des indicateurs d'évaluation 	

	<p>et de suivi du déploiement de la stratégie, ainsi que les principes de gestion ;</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ s'assurer du bon déroulé de l'exécution de la stratégie et proposer si nécessaire les ajustements ou réorientations techniques, en fonction de l'atteinte ou non de jalons techniques et de l'évolution de l'environnement concurrentiel ; ➤ assurer une concertation régulière entre et avec les écosystèmes concernés (ministères, entreprises et filière, collectivités, communautés de recherche et de formation, etc.) et favoriser la communication autour de la stratégie ; ➤ garantir le respect des objectifs et des principes d'intervention des actions, et pour ce qui concerne celles relevant du PIA, en piloter la mise en œuvre et superviser l'activité des opérateurs qui en sont chargés ; ➤ veiller à la cohérence d'ensemble des travaux, aussi bien le long de la chaîne de valeur qu'entre les approches complémentaires, et notamment assurer une articulation de l'ensemble des volets de la stratégie, ainsi que de l'ensemble des actions de soutien avec les cadres législatifs et réglementaires ; ➤ favoriser une rapidité d'exécution et une agilité de management de l'exécution indispensable pour maîtriser le haut niveau de risques et engager les financements à l'atteinte des jalons ; ➤ garantir une utilisation optimisée des financements publics alloués à cette stratégie d'accélération ; ➤ incarner la stratégie d'accélération, en mobilisant l'écosystème français autour de la stratégie et de ses objectifs de l'émergence d'une filière robuste et compétitive, notamment par des prises de parole publiques ; ➤ promouvoir la stratégie à l'international dans une démarche d'attractivité du territoire (entreprises, investisseurs, chercheurs, etc.) et pour favoriser les opportunités de collaboration. <p>Dans le cadre de ses fonctions, il ou elle intervient dans un environnement de haut niveau à parties prenantes multiples (Etat, entreprises, représentants des filières, établissements d'enseignement ou de recherche, collectivités locales, Commission européenne, etc.), avec une forte visibilité. Il ou elle est notamment en lien avec les cabinets du Premier ministre et des ministres compétents, les opérateurs de la stratégie, les administrations concernées, ainsi que l'ensemble des acteurs publics et privés du soutien aux entreprises et à l'innovation, du développement économique et de la formation.</p> <p>Le(la) coordinateur(trice) mobilisera une équipe dédiée à la mise en œuvre de la stratégie issue des administrations centrales des ministères contributeurs.</p>
Contraintes du poste	Ce poste est soumis aux règles déontologiques et de prévention des conflits d'intérêts applicables à la fonction publique, notamment en cas de départ dans les secteurs privé ou public concurrentiel à l'issue de la mission.
Profil recherché	<p>Cadre supérieur démontrant une connaissance et une légitimité dans le domaine du numérique éducatif de l'enseignement scolaire et supérieur, vous disposez d'une expérience significative dans l'enseignement scolaire ou supérieur. Vous connaissez également l'écosystème, le marché et les différents usages du numérique dans l'enseignement. Doté d'un profil orienté résultats, vous êtes pragmatique présentez des qualités relationnelles et des compétences managériales reconnues vous permettant de stimuler, fédérer et coordonner des acteurs diversifiés. Vous avez conduit avec succès des projets d'envergure en environnement complexe au contact d'interlocuteurs de niveau élevé.</p> <p>Le profil recherché est une personne expérimentée disposant de diplôme équivalent à un parcours bac +5 ou bac+8, et d'au moins 5 ans d'expérience professionnelle lui ayant</p>

	<p>permis d'acquérir une solide expérience en management fonctionnel et hiérarchique. Vous devez faire preuve de charisme et de capacité de conviction, avoir le sens du contact, et de capacités d'analyse contradictoire et de synthèse pour gérer l'interdisciplinarité et la complexité du programme.</p> <p>Le/la coordinateur(trice) doit partager la vision portée par la stratégie <i>Enseignement et numérique</i> et s'en faire l'ambassadeur auprès de l'ensemble des acteurs concernés. Il/elle doit également être force de proposition pour préparer les décisions du ComEx. Il/elle doit faire preuve d'un sens de l'initiative et de l'autonomie lui permettant de piloter la feuille de route en s'appuyant sur une équipe issue des administrations et des opérateurs ; une bonne connaissance des mécanismes de financements publics serait par ailleurs appréciée.</p>
<p>Compétences</p>	<p>Savoirs :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Expérience d'enseignement dans le scolaire ou le supérieur ; ➤ Compétence, expérience et légitimité dans le domaine du numérique éducatif et de ses innovations pédagogiques, au niveau national comme international ; ➤ Connaissance du fonctionnement d'une entreprise, des acteurs et filières industriels et de leurs représentants ; ➤ Connaissance des administrations et de la mise en œuvre d'une politique publique, notamment dans un cadre fortement interministériel et leur déclinaison sur le territoire ; ➤ Connaissance des aides publiques (nationale comme européenne), en particulier les cadres de soutien au développement et à l'offre de solutions innovantes (recherche, R&D, innovation), au déploiement ainsi que des mécanismes de soutien à la demande ; ➤ Connaissances budgétaires (finances publiques) et financières (économie d'entreprise) ; ➤ Fortes capacités d'analyse et de synthèse ; ➤ Excellentes expressions écrite et orale ; ➤ Bonne maîtrise des outils bureautiques. <p>Savoir-être :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Autonomie et esprit d'initiative ; ➤ Rigueur et méthode ; ➤ Forte capacité d'adaptation, réactivité, disponibilité ; ➤ Bon relationnel, sens du dialogue et de l'écoute, ouverture d'esprit ; ➤ Capacité à s'intégrer et à coopérer ; ➤ Forte capacité à travailler en équipe ; ➤ Respect de la confidentialité.
<p><u>Candidature à adresser par courriel</u> Pascale Loubière, chargée de mission auprès du Secrétaire général</p> <p>pascale.loubiere@pm.gouv.fr</p>	

« Les services du Premier ministre sont engagés dans une politique active en faveur de la diversité, de l'égalité professionnelle et du handicap.

A ce titre, le ou la candidat(e) ne doit indiquer aucune information personnelle (âge, situation de famille, photographie) sur sa candidature.

Nous conserverons, pour une durée de deux ans, l'ensemble des éléments que vous nous avez transmis afin de vous faire part d'opportunités futures susceptibles de vous intéresser. »